

# Evaluation de projet

## Projet Iboungbi

Pays : **République Centrafricaine**

Secteur : agriculture et développement rural,  
eau et assainissement, éducation

Evaluateur : **TERO**      Pilotage de l'évaluation : **TGH**  
Date de validation du rapport d'évaluation : **11/02/2025**

**Numéro de projet** : CCF119401F  
**Maitrise d'ouvrage** : Consortium TGH/PUI  
**Montant** : *financement AFD/don*  
**Taux de décaissement** : 100 %  
**Date d'octroi** : 01/01/2020  
**Date d'achèvement** : 30/09/2024

### Objectifs du projet

**Objectif général** : Améliorer la situation socioéconomique des populations du Nord-Est afin de contribuer à la réduction des inégalités territoriales et à la construction de la paix.

**Objectif Spécifique 1** : Soutenir les acteurs étatiques et les dynamiques communautaires afin d'améliorer l'accès à des services de base de qualité

**Objectif Spécifique 2** : Appuyer les populations dans la gestion des ressources naturelles et le développement de filières durables, notamment autour des aires protégées

**Objectif Spécifique 3** : Renforcer la résilience socioéconomique des ménages par un appui aux productions agricoles et à l'entrepreneuriat

### Conclusions de l'évaluation

**La stratégie de mise en œuvre du projet s'est révélée efficace** en s'appuyant sur la multisectorialité, l'appui aux infrastructures étatiques et l'approche communautaire.

En effet, le Nord-Est de la RCA est marqué par l'insécurité alimentaire, les effets du changement climatique, notamment les inondations, un contexte sécuritaire instable liés aux groupes armés rebelles, des conflits intercommunautaires, l'absence de services de base et la diminution des ressources naturelles, etc.

Le **projet repose sur 4 secteurs** principaux : **l'agriculture, l'élevage, l'éducation, l'eau, l'hygiène et l'assainissement (EHA)**. Ces secteurs sont intégrés de manière complémentaire : l'agriculture et l'élevage sont développés conjointement, l'éducation est associée aux actions d'EHA, et enfin la santé est renforcée par la construction de points d'eau potable dans les formations sanitaires ainsi que par l'installation de latrines.

Le projet a permis la construction et l'équipement des centres agropastoraux, dotés de médicaments vétérinaires et de mobilier. De plus, des conseillers agropastoraux ont été identifiés et formés afin de gérer ces centres et d'accompagner les agropasteurs dans la conduite de leurs activités.

Dans le domaine de l'éducation, le projet a intégré l'EHA dans les écoles et les collèges à travers la construction et la réhabilitation des points d'eau et des latrines. Des salles de classe ont été construites et réhabilitées pour permettre aux élèves d'avoir un toit décent et de poursuivre les cours pendant la saison des pluies. Afin d'autonomiser la prise en charge des maîtres parents, le projet a mis en œuvre des Activités Génératrices de Revenus (AGR) pour appuyer les APE dans la prise en charge des maîtres parents.

Afin de permettre aux services étatiques (ACDA, ANDE, ANEA, IEF1, IAVK) d'accompagner les communautés, **le projet a appuyé ces différentes structures étatiques** ainsi que les autorités administratives, les communes et les partenaires locaux (FNEC, UPAPE, APE), en leur fournissant des moyens roulants, des fournitures bureautiques, des ordinateurs et aussi du carburant pour le suivi des activités. Des missions de supervision et des contrats-cadres pour le suivi des activités ont été signés avec les structures étatiques (ANEA, ACDA, ANDE).

Les **communautés sont placées au centre des différentes activités** mises en œuvre dans le cadre du projet Iboungbi. Elles ont été associées à l'identification des relais communautaires, les conseillers agropastoraux, les maçons, etc. Pour la réalisation de certaines activités, les communautés ont participé en nature et force de travail. Il s'agit notamment de la construction des salles de classe, des latrines familiales et des centres agropastoraux. Cette approche a permis aux **communautés de s'approprier la mise en œuvre du projet ainsi que ses résultats**. Les AGR ont été octroyées aux communautés dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de la transformation des produits locaux, du petit commerce et du transport afin de les aider à lutter contre la pauvreté et à prendre en charge les maîtres parents pour l'éducation des enfants.

**Toutes les activités prévues dans le cadre de ce projet, après le retrait de NRC, ont été mises en œuvre.** Elles ont été réalisées de manière efficace conformément à la stratégie adoptée. Toutes les parties prenantes mentionnées dans le document du projet y compris les services étatiques, les partenaires locaux, les bénéficiaires ainsi que les autorités administratives, ont été impliquées selon leurs compétences pour participer à la mise en œuvre du projet.

**La multisectorialité, l'appui aux infrastructures étatiques et la participation communautaire ont permis d'atteindre les résultats escomptés malgré certaines difficultés** rencontrées, notamment le départ de NRC, la situation sécuritaire instable (conflits armés et intercommunautaires) ainsi que les inondations.

**La qualité des résultats obtenus est satisfaisante conformément aux objectifs définis dans le document du projet.** Dans les domaines de l'agriculture, de l'éducation, de l'EHA, de la santé animale et de l'élevage, les activités ont été réalisées comme prévu avec une qualité jugée très satisfaisante selon les témoignages des bénéficiaires rencontrés lors de la mission d'évaluation.

Durant la mise en œuvre du projet, plusieurs facteurs ont perturbé la réalisation de certaines activités, **mais les objectifs de l'intervention ont été atteints**. L'un des principaux obstacles a été l'insécurité présente sur tous les axes et dans les communes des zones d'intervention. Cette crise sécuritaire a contraint PUI à restreindre les activités pendant 9 mois dans certains axes (Ngarba et Miamani). Cette situation a retardé la construction de 3 centres agropastoraux, l'appui des apiculteurs et le suivi des activités par l'équipe du projet et aussi les partenaires étatiques.

Le changement climatique, marqué par des inondations ainsi que par un retard et un arrêt brusque des pluies a eu des conséquences néfastes sur la production agricole et a causé la destruction des étangs. De plus, le retard dans la distribution des semences, mentionné par les bénéficiaires, a également perturbé les calendriers agricoles.

**La mise en œuvre des activités a permis de répondre aux besoins des populations.** En effet, les populations du Nord-Est de la RCA ont été affectées par les effets du changement climatique mais également par l'insuffisance des services de base, l'accès limité aux ressources et les conflits récurrents. Le consortium a développé avec l'appui de l'AFD un projet multisectoriel qui a su apporter des solutions à ces problèmes. Il s'agit du renforcement des activités agricoles, de la santé animale, de l'élevage, d'éducation ainsi que de l'amélioration de l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement.

Malgré le retard constaté lors de l'évaluation à mi-parcours, le projet a pu achever les infrastructures et les équipements prévus avant la fin du projet. Certaines infrastructures visitées et les équipements distribués ont été appréciés par les bénéficiaires lors des rencontres.

Les résultats et recommandations des différentes études réalisées pendant la mise en œuvre du projet ont été utilisés par le consortium notamment pour orienter les AGR en faveur des APE et pour les activités à destination des femmes et des producteurs. Globalement, les recommandations de l'évaluation à mi-parcours ont été mises en œuvre par le consortium et ont permis de rattraper les retards et d'exécuter avec succès les activités prévues pour atteindre les résultats escomptés.

### Justification, objectifs et méthodologie de l'évaluation

**L'évaluation demandée est une évaluation finale externe du projet**, visant à rendre compte aux divers partenaires financiers et techniques des réalisations, des avancées et des difficultés au regard des objectifs du projet et de l'évolution du contexte, et à aider les deux ONG et leurs partenaires à approfondir leur analyse de l'expérience collective du projet, des premiers effets et de la durabilité des processus en cours. Cette évaluation vise ainsi à produire une évaluation impartiale qui prendra en compte les différents points de vue des acteurs liés à la formulation et à l'exécution du projet.

L'évaluation finale externe du projet Iboungbi est ainsi l'un des livrables attendus de la mise en œuvre et intervient dans le cadre de la clôture du projet, au terme de 57 mois. Le but principal de l'évaluation finale est de disposer d'un regard externe sur les effets du projet, ses réussites et ses faiblesses, à des fins de redevabilité vis-à-vis du bailleur (AFD), des bénéficiaires finaux et partenaires du projet, ainsi que des partenaires du consortium (PUI/TGH). Elle a également un objectif d'apprentissage.

L'évaluation externe a ainsi pour objectif spécifique **1- d'évaluer les effets** (bénéfiques et négatifs) du projet auprès des bénéficiaires et des partenaires du projet. L'objectif spécifique **2-** est de **fournir une analyse permettant d'apprécier l'efficacité des activités et de la stratégie mise en œuvre, et de mesurer l'efficacité du projet**. L'objectif spécifique **3- est d'analyser la pérennité (viabilité/durabilité) du projet**, notamment à travers l'analyse de l'appropriation des actions et des services du projet par les autorités et les bénéficiaires. L'évaluation externe doit également formuler des recommandations en termes d'amélioration et d'approfondissement, afin de permettre aux acteurs du consortium de se projeter vers **une possible phase 2 (objectif spécifique 4)**.

Dans un premier temps, l'équipe de consultants a réalisé un récit détaillé du projet. Dans un second temps, **l'équipe de consultants a évalué la performance du projet**, notamment à partir des six critères préconisés par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE (voir la partie méthodologie). Il s'agit ainsi de formuler un jugement crédible et indépendant sur les questions clés que soulèvent le bien fondé, la mise en œuvre et les effets attendus du projet, autour de six critères d'évaluation. Pour chaque critère, un ensemble de questions spécifiques est posé, auxquelles il est demandé d'apporter des éclairages.

## Logique initiale et déroulement effectif du projet

### La logique d'intervention

De façon globale, la logique d'intervention du projet, telle qu'elle a été reconstituée lors de l'évaluation intermédiaire, est synthétisée dans le schéma suivant :

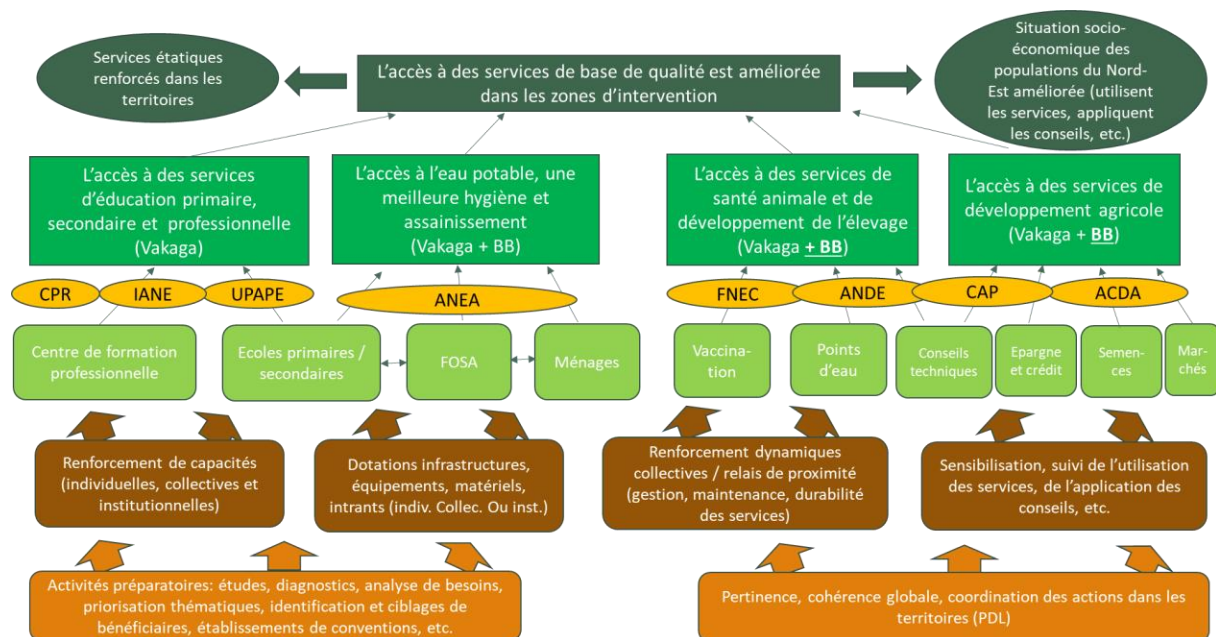


Figure 1 : schéma de synthèse de la Logique d'intervention du projet

**L'objectif central du projet est d'améliorer durablement l'accès des populations locales à des services de base de qualité** dans les 2 zones d'intervention (la Vakaga et Bamingui-Bangoran) et dans 4 secteurs principaux :

- L'accès à des services d'éducation primaire, secondaire et professionnelle ;
- L'accès à l'eau potable, ainsi qu'à une meilleure hygiène et assainissement dans les écoles (EHA), dans les Formations Sanitaires (FOSA) et directement dans les ménages ;
- L'accès à des services de santé animale (notamment aux médicaments et à la vaccination) et de développement de l'élevage (accès à des points d'eau et à des conseils techniques) ;
- L'accès à des services de développement agricole : conseils techniques, épargne et crédit, semences et intrants, marchés, principalement.

Il convient de noter toutefois que le premier secteur mentionné (éducation) concerne uniquement la Vakaga et les 3 autres les deux territoires (avec toutefois plus d'intensité et d'activités pour l'agriculture et l'élevage à Bamingui-Bangoran).

Mode opératoire et parties prenantes :

**Le projet « Iboungbi » est un projet multisectoriel de développement local** dans le Nord-Est de la RCA, d'un montant de 15 millions d'euros, financé par l'AFD et mis en œuvre par un consortium composé de deux ONG françaises : Triangle Génération Humanitaire (TGH) et Première Urgence Internationale (PUI).

TGH est l'organisation chef de file, chargée du pilotage transversal du projet avec une répartition géographique de son exécution : chaque organisation est responsable de l'ensemble des composantes de l'intervention dans un territoire spécifique, précisément TGH dans la préfecture de la Vakaga et PUI dans la préfecture de Bamingui-Bangoran.

La durée d'exécution initialement prévue était de quatre ans, avec un démarrage en janvier 2020 et une fin en décembre 2023. Suite à une demande de report de la date de fin du projet (liée aux difficultés de mise en œuvre, à la pandémie COVID-19 et à l'aggravation du contexte sécuritaire), celui-ci s'est finalement terminé le 30 septembre 2024.

Le projet a reposé sur **l'implication et la collaboration des institutions étatiques ou paraétatiques** concernées dans chacun des secteurs, les principales parties prenantes étant les suivantes :

- Dans le secteur éducatif : l'Union des parents d'élève (UPAPE) en charge du suivi des associations de parents d'élèves, l'Inspection Académique du Nord-Est (IANE) et le Centre Pédagogique Régional (CPR) ;
- Dans le secteur EHA : l'Agence Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (ANEA) en charge de mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière d'Eau et d'Assainissement en milieu rural ;
- Dans le secteur de l'élevage : l'Agence Nationale pour le Développement de l'Élevage (ANDE) qui est le service technique de l'État en charge de l'élevage et la Fédération Nationale des Éleveurs Centrafricains (FNEC)
- Dans le secteur agricole : l'Agence Centrafricaine pour le développement de l'agriculture (ACDA) qui regroupe les services techniques en charge du développement agricole et les Centres Agropastoraux qui sont les antennes de l'ACDA (et de l'ANDE) dans les territoires.

Déroulement du projet et évolution du contexte :

**Le contexte initial du projet était marqué par de nombreux défis.** La région du Nord-Est de la RCA fait face à des conflits régionaux, des tensions ethniques et un isolement géographique par rapport à la capitale.

Le projet Iboungbi a été élaboré en consortium entre Triangle Génération Humanitaire (TGH), Première Urgence Internationale (PUI) et Norwegian Refugee Council (NRC).

**La première année du projet a vu la situation sécuritaire se dégrader** dans une partie de la zone d'intervention. Le deuxième semestre de l'année 2020 a également été marqué par un bouleversement majeur : le retrait de NRC du consortium Iboungbi. Ce désengagement a conduit à une révision du projet et au redimensionnement et à la répartition des activités de ce troisième partenaire entre les deux restants, ainsi qu'à l'élaboration de nouvelles activités. PUI et TGH ont ainsi poursuivi ensemble la mise en œuvre du projet, après un avenant signé avec l'AFD, bailleur du projet.

En 2020, les activités principales ont concerné le recrutement et le briefing des équipes, la formation et la sensibilisation des partenaires du volet WASH ainsi que la rencontre des partenaires locaux des volets éducation et sécurité alimentaire.

Pour l'année 2021, la situation sécuritaire est restée problématique. Les activités ont néanmoins été poursuivies durant l'année 2021. L'étude de base du projet a été menée entre avril et juin 2021.

En 2022, sur le plan sécuritaire, divers affrontements entre les groupes rebelles et les forces gouvernementales et leurs alliés ont généré des mouvements de populations. Dans la Vakaga, la flambée des incidents était aussi due au contrôle des ressources, notamment des mines d'or par les groupes armés ; aux conflits intercommunautaires. Les axes de la préfecture ont ainsi été le théâtre d'une multitude d'attaques armées qui ont impacté la mise en œuvre des activités, rendant les localités d'intervention inaccessibles.

Le Consortium a dû faire face à des événements climatiques exceptionnels, notamment des inondations d'une rare intensité, rendant inaccessible une importante partie des zones traversées par les axes d'intervention.

Durant l'année 2023, la Vakaga et la Bamingui-Bangoran ont été confrontées à une insécurité persistante marquée par la présence de groupes armés locaux ainsi que par les conflits liés à la transhumance et dans les pays voisins. Les affrontements entre ces groupes ont entraîné des déplacements massifs de populations, augmentant ainsi les besoins humanitaires dans la région.

Pour l'année 2024, la situation sécuritaire est restée compliquée, avec des périodes de tension et d'accalmie. **L'ensemble des activités a néanmoins pu être finalisé.**

## Résultats de l'évaluation

### **Pertinence, cohérence : très satisfaisante**

Le projet IBOUNGBI a visé à répondre aux besoins essentiels des populations dans des zones de la RCA où l'accès aux services de base (eau, santé, éducation) est fortement limité. Ces zones souffrent de faibles niveaux de production agricole et d'élevage en raison de l'accès restreint aux moyens de production, d'une gestion inefficace de la fertilité des sols, des maladies animales et de conflits persistants. **Face à une problématique complexe et multiple, les objectifs et priorités du projet ont été globalement très pertinents** : appui au redéploiement de l'État pour favoriser l'accès aux services de base à la population ; renforcement des niveaux de sécurité alimentaire et moyens d'existence de la population ; amélioration préventive de la santé des populations par un accès à l'eau de qualité et la promotion d'une meilleure hygiène et assainissement ; diminution de la mortalité des animaux, à travers un meilleur accès à des services de santé animale.

**Les indicateurs du projet ont été définis de manière pertinente** pour mesurer l'atteinte des résultats. L'évaluation intermédiaire a révélé une logique d'intervention manquant de clarté. Suite à cette évaluation, la logique a été révisée pour établir un lien plus clair entre les activités et les objectifs à long terme, améliorant ainsi la cohérence et l'efficacité du projet.

**Le projet a été en cohérence avec les politiques nationales**, notamment celles liées à la santé, à l'eau et l'assainissement, à l'agriculture et à l'élevage. Il respecte les priorités du gouvernement en matière de redéploiement des services publics et de restauration de la paix en RCA.

### **En interne, la mise en œuvre du projet a été cohérente grâce à la collaboration entre les ONG**

Triangle Génération Humanitaire (TGH) et Première Urgence Internationale (PUI), qui ont une forte présence locale et une reconnaissance auprès des populations et des autorités. Le projet a été ainsi très cohérent avec les objectifs, priorités et moyens des deux co-exécuteurs du projet (TGH et PUI). Tous les deux sont présents depuis de nombreuses années dans chacun des territoires d'intervention. Le projet Iboungbi a permis d'assurer une continuité à leur présence et aux actions qu'elles mènent. Les thématiques d'intervention ont été cohérentes avec leurs expériences, priorités stratégiques et d'autres actions qu'elles mènent dans ces régions. En externe, le projet a bénéficié d'une coordination avec d'autres acteurs de terrain, comme le CICR, le WCS et d'autres ONG, pour garantir la complémentarité et la synergie des interventions.

Enfin, **le projet IBOUNGBI a complété des initiatives étatiques existantes**, telles que le Projet LONDO, le PUSEB, et le PRADAC, visant à améliorer les conditions de vie des populations vulnérables et à renforcer l'accès aux services de base, en particulier dans les zones rurales et semi-urbaines. Ces synergies ont permis une meilleure couverture et une approche intégrée pour le développement local.

#### **Efficacité : très satisfaisante**

**Le projet a démontré une grande efficacité grâce à une approche multisectorielle, à l'appui aux infrastructures étatiques, et à la forte implication communautaire.** Il s'est concentré sur quatre secteurs : agriculture, élevage, éducation, et eau, hygiène et assainissement (EHA), tous interconnectés pour une approche intégrée.

Malgré des défis comme la crise sécuritaire, les inondations et le départ de NRC, **le projet a été mis en œuvre efficacement.** Les résultats obtenus dans les domaines de l'agriculture, de l'éducation, de la santé animale et de l'EHA ont été jugés très satisfaisants. Des retards ont été causés par la crise sécuritaire et les intempéries, mais le projet a surmonté ces obstacles grâce à une révision des stratégies. Le suivi et l'évaluation ont permis de mesurer l'impact des activités.

Toutes les activités prévues dans le cadre de ce projet, après le retrait de NRC, ont été mises en œuvre. **La qualité des résultats obtenus est très satisfaisante** conformément à ce qui était initialement prévu dans le document du projet. Dans les domaines de l'agriculture, l'éducation, de l'EHA, la santé animale et l'élevage, les activités ont été réalisées comme prévu avec une qualité très satisfaisante selon les témoignages des bénéficiaires rencontrés lors de la mission d'évaluation.

Durant la mise en œuvre du projet, plusieurs facteurs ont perturbé les réalisations de certaines activités, mais **les objectifs de l'intervention ont été atteints.** Il s'agit surtout de l'insécurité sur tous les axes et les communes des zones d'intervention. Cette crise sécuritaire a poussé PUI à restreindre les activités durant 9 mois dans certains axes (Ngarba et Miamani). Le changement climatique avec les inondations, le retard et l'arrêt brusque des pluies a eu des conséquences néfastes sur la production agricole et la destruction des étangs. Le retard dans la distribution des semences, mentionné par les bénéficiaires, a également perturbé les calendriers agricoles.

**La mise en œuvre des activités a permis de répondre aux besoins des populations.** Les populations du Nord-Est de la RCA ont été affectées par les effets du changement climatique, l'insuffisance des services de base, l'accès limité aux ressources pour lutter contre la pauvreté, les conflits et d'autres facteurs. Le consortium a développé, avec l'appui de l'AFD, un projet multisectoriel qui a su apporter des solutions aux problèmes que vivent les populations locales. Il s'agit du renforcement des activités agricoles, la santé animale, l'élevage, l'éducation, l'eau, l'hygiène et l'assainissement.

Malgré le retard constaté lors de l'évaluation à mi-parcours, **le projet a pu réaliser les infrastructures et les équipements prévus avant la fin du projet.** Certaines infrastructures visitées et les équipements distribués ont été appréciés par les bénéficiaires lors des rencontres. Les salles de classe, les latrines et les points d'eau ont été réalisés avec des matériaux durables et des marques de pompes résistantes (VERGNET et INDIA) avec la disponibilité des pièces de rechange pour la maintenance.

Le suivi-évaluation du projet a été assuré grâce à un système structuré de collecte de données, comprenant des indicateurs contractuels mesurés régulièrement. Ce système a permis de suivre l'avancement des activités et de garantir la transparence, bien que sa mise en œuvre ait été longue et exigeante en ressources.

#### **Efficiences : très satisfaisante**

**La mise en œuvre du projet a été entravée par des défis**, notamment l'éloignement, l'insécurité et les conflits intercommunautaires, entraînant des retards significatifs durant la première année, notamment à cause de la crise post-électorale. Malgré ces obstacles, des efforts ont été déployés à partir de 2021 pour rattraper ce retard, permettant au projet d'atteindre un niveau satisfaisant d'exécution et de réalisation des objectifs grâce à la mobilisation des ressources et à la réactivité face aux défis. Les retards dans certaines infrastructures, comme les centres agropastoraux, ont eu des impacts, notamment l'absence de produits vétérinaires dans certains centres.

**Les activités du projet ont été bien dimensionnées par rapport aux besoins identifiés dans la zone d'intervention.** Dans le secteur éducatif, des salles de classe ont été réhabilitées, des curricula et des manuels scolaires produits, et les maîtres parents indemnisés sur 4 ans au lieu de 2 ans. Dans l'accès à l'eau, des points d'eau ont été construits et des latrines réhabilitées dans diverses écoles et structures sanitaires. Le projet a également soutenu l'élevage, en organisant des campagnes de vaccination, en construisant des centres agropastoraux et en fournissant des médicaments vétérinaires, ainsi que des équipements pour la gestion de l'élevage. Concernant l'agriculture, des groupements agricoles ont été structurés et soutenus avec des semences, des outils, des formations et des AGR couplées avec des AVEC.

**Les modalités de prise de décision ont respecté les procédures internes des organisations en charge du projet**, permettant de gérer les achats et approvisionnements de manière optimale. Les retards dans certains intrants, comme les semences améliorées, ont été corrigés, et le recours aux artisans locaux a été un atout pour la maintenance des infrastructures et des équipements.

#### **Durabilité : satisfaisante**

**Le projet a mis en place des mesures visant à renforcer les capacités locales pour assurer la durabilité des infrastructures et services.** Dans le domaine éducatif, les APE ont adopté des AGR pour financer les indemnités des maîtres parents, mais ces activités doivent encore être soutenues par les cotisations des parents. En matière d'eau potable, la gestion des points d'eau a été assurée par des comités de gestion (CGPE), qui collectent des fonds pour l'entretien des infrastructures et impliquent des artisans réparateurs, garantissant ainsi la pérennité des installations.

**Les bénéficiaires ont montré une forte appropriation des services** offerts par le projet, notamment grâce à une approche participative dès les premières phases. Les habitants des villages se sont engagés activement dans les activités, ce qui assure la continuité des bénéfices à long terme. Cette implication est renforcée par la collaboration avec les autorités locales, facilitant ainsi la gestion autonome des services.

**Les autorités étatiques ont été impliquées dans le projet**, participant aux réunions et comités de pilotage. Leur présence a permis de renforcer leurs capacités, notamment en matière de gestion des points d'eau et de suivi des activités. Cependant, en raison des faibles ressources de l'État, leur capacité à assurer un suivi durable reste un défi. Les autorités, bien que pleinement intégrées dans le processus, devront surmonter des obstacles pour garantir le maintien des services à long terme.

### **Impacts : satisfaisants**

**Le projet a eu des impacts positifs directs dans plusieurs domaines**, tels que l'éducation, la sécurité alimentaire, l'hygiène et l'assainissement, ainsi que la santé animale. Les ménages bénéficiaires ont constaté un meilleur accès à l'eau potable, une éducation améliorée grâce aux salles de classe, et une production agricole accrue grâce aux semences améliorées et à l'équipement. **Le projet a renforcé le capital humain et social des communautés**, avec des structures comme les comités de gestion et les conseillers agropastoraux qui ont contribué à la gestion des ressources.

**Des bonnes pratiques ont été identifiées**, notamment dans la gestion des groupements agricoles et des points d'eau. Les réunions régulières entre membres de groupements ont permis de mieux gérer les activités, et la collecte de fonds pour l'entretien des points d'eau a assuré leur pérennité. Les boutiques de pièces détachées ont facilité la réparation des infrastructures.

Parmi les effets positifs inattendus, l'accès à une eau potable de meilleure qualité a réduit certaines maladies liées à l'eau, et les unités de transformation des produits locaux ont réduit la pénibilité du travail des femmes et élargi leurs opportunités économiques.

**Enfin, plusieurs résultats du projet sont répliquables.** La formation des jeunes aux petits métiers et l'autonomisation des communautés via les AGR pour soutenir les maîtres parents sont des pratiques à capitaliser et à diffuser. Les Champs Écoles Paysans (CEP), qui ont renforcé les capacités des producteurs agricoles, ont aussi créé un effet démultiplicateur, et la structuration des groupements de producteurs de semences pourrait améliorer la productivité et lutter contre l'insécurité alimentaire.

### **Les questions transversales : satisfaisantes**

**Le projet Iboungbi a reposé sur une stratégie de partenariat efficace entre les deux ONG**, Triangle Génération Humanitaire (TGH) et Première Urgence Internationale (PUI). Ces organisations ont mis en œuvre le projet de manière complémentaire, bénéficiant de leur expérience et de leur présence de longue date dans les zones d'intervention. Les deux ONG ont apporté chacune leur expertise, avec des mécanismes de coordination mis en place pour assurer le suivi et l'évaluation des actions.

**Le projet a aussi intégré des dimensions de genre et d'inclusion**, garantissant une participation équitable des hommes et des femmes dans les activités. Les femmes, qui jouent un rôle clé dans l'accès à l'eau et l'agriculture, ont bénéficié de projets visant à réduire leur charge de travail, comme l'amélioration des points d'eau et des activités économiques. Le projet a aussi intégré les jeunes dans des formations professionnelles et des rôles de relais communautaires.

Concernant l'environnement et le changement climatique, bien que le projet ait abordé ces questions de manière indirecte, des actions ont été mises en œuvre pour limiter la dégradation des sols et promouvoir une gestion durable des ressources, comme l'introduction de semences adaptées au climat et l'aménagement de puits pastoraux.

Enfin, **des mécanismes de gestion des plaintes et de feedback ont été instaurés**, tels que la carte de score communautaire et un système de gestion des plaintes anonymes. Bien que ces mécanismes aient montré une satisfaction générale, des questionnements subsistent sur leur capacité à recueillir les préoccupations des populations vulnérables, notamment en raison de l'absence d'habitude d'utiliser des supports écrits.

## **Recommandations**

Dans le cadre de cette évaluation finale, nos recommandations concernent principalement la mise à l'échelle des actions qui nous semblent, à l'issue de cette mission, les plus pertinentes à répliquer.

### **1- Promouvoir la formation des jeunes**

L'un des résultats les plus intéressants et répliquables observés au cours de notre mission concerne la formation des jeunes. L'organisation TGH a mis en place un centre de formation professionnelle structuré autour de quatre filières principales : l'agriculture (avec un accent particulier sur la riziculture et le maraîchage), l'élevage des petits ruminants, la maçonnerie et la briqueterie. Ce centre de formation, dédié aux petits métiers, représente un levier stratégique pour encourager la formation professionnelle des jeunes, notamment des jeunes filles. En effet, ce type de formation offre aux jeunes des compétences pratiques qu'ils peuvent immédiatement mettre à profit pour améliorer leur situation économique, en particulier dans des zones dans lesquelles les opportunités d'emploi formel sont limitées.

### **2- Assurer la pérennité du travail des maîtres parents**

La question du financement des maîtres-parents est un enjeu crucial pour garantir une formation de base de qualité aux enfants, en particulier dans des contextes où les ressources publiques sont limitées et où la situation sécuritaire peut affecter la continuité des activités éducatives. Les maîtres-parents, qui jouent un rôle clé dans l'enseignement et l'alphabétisation des jeunes, doivent être rémunérés de manière stable et durable pour assurer leur engagement et la qualité de l'enseignement. Bien que, dans le cadre des projets mis en œuvre par les ONG, une partie du financement puisse être assurée, il est primordial de réfléchir à l'autonomie des Associations de Parents d'Élèves (APE) pour garantir que cette prise en charge se pérennise au-delà des interventions des ONG.

### **3- Assurer l'approvisionnement local en semences de qualité à travers la formation des producteurs locaux via les CEP**

L'accès aux semences de qualité reste l'un des défis majeurs pour garantir une production agricole durable et de qualité, en particulier dans les zones rurales d'Afrique subsaharienne. Le faible accès à des semences améliorées et adaptées aux conditions locales compromet souvent les rendements des cultures vivrières, essentielles pour la sécurité alimentaire des populations. Dans ce contexte, la mise en place de mécanismes locaux pour la production et la distribution de semences de qualité constitue une solution stratégique pour améliorer la productivité agricole.

---

**POUR EN SAVOIR PLUS**

- [Comprendre les évaluations à l'AFD](#)
  - [Consulter le rapport bisannuel des évaluations](#)
  - [Télécharger les rapports d'évaluation de projet](#)
- 

**À propos de l'Agence française de développement :**

L'Agence française de développement (AFD) met en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. À travers ses activités de financement du secteur public et des ONG, ses travaux et publications de recherche (Éditions AFD), de formation sur le développement durable (Campus AFD) et de sensibilisation en France, elle finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et résilient.

Nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud. Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer, dans 115 pays et dans les territoires en crise, pour les biens communs – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun. Plus d'informations sur [www.afd.fr](http://www.afd.fr)